



NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE

Déclaration d'Intérêt Général et autorisation au titre de la LEMA

Travaux de renaturation de l'Ardon et de l'Ailette

Note de présentation non-technique

Généralités

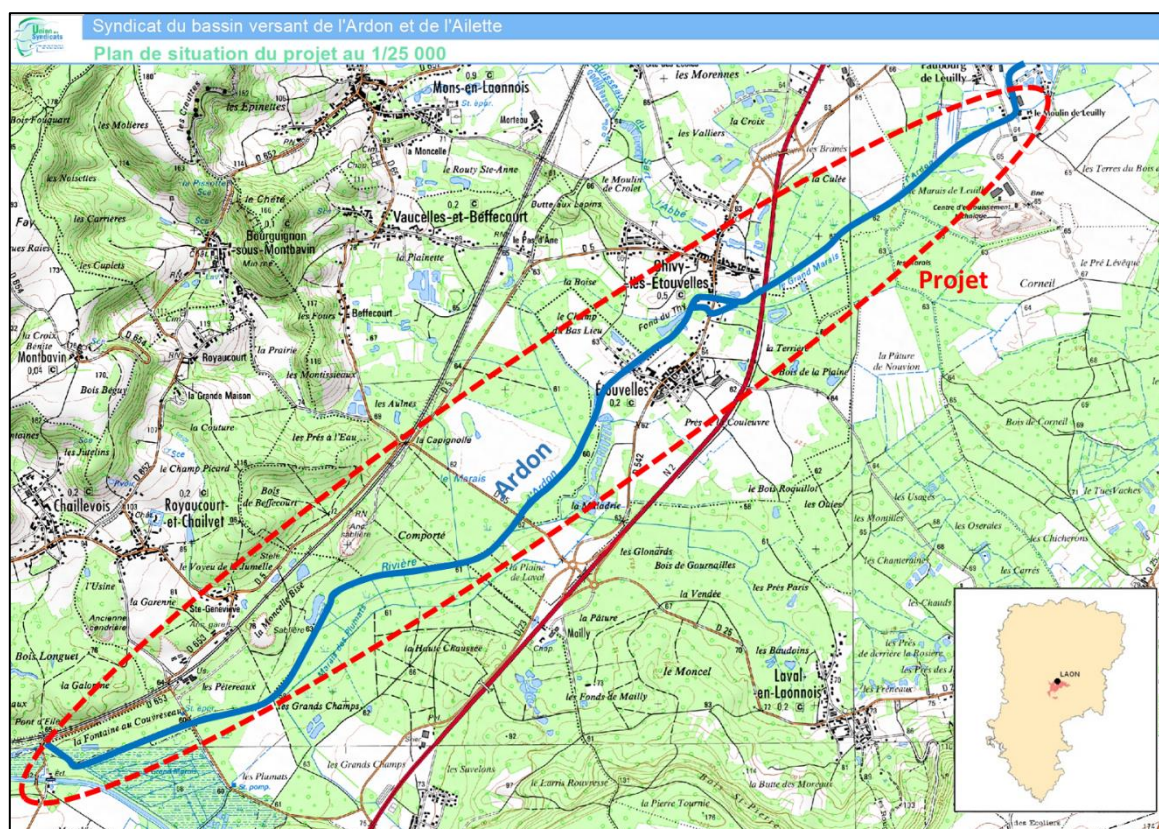
Le syndicat du bassin versant de l'Ardon et de l'Ailette a modifié ses statuts en 2016, afin d'être en adéquation avec la compétence GEMAPI et permettre l'adhésion des EPCI (Etablissements Publics de Coopération Intercommunale) à fiscalité propre au 1^{er} janvier 2018.

Le syndicat regroupe à ce jour, 4 EPCI à fiscalité propre. Il s'agit de la communauté d'agglomération Pays de Laon et des communautés de communes Val de l'Aisne, Chemin des Dames et Picardie des Châteaux.

Le syndicat a pour compétence la gestion et l'aménagement des cours d'eau et du bassin versant de l'Ardon et de l'Ailette dont les missions sont définies par les 4 alinéas suivants de l'article L.211-7 du code de l'environnement :

- (1°) l'aménagement d'un bassin versant ou d'une fraction de bassin hydrographique
- (2°) l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau
- (5°) la défense contre les inondations
- (8°) la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

Dans le but d'atteindre les objectifs du bon état des masses d'eau pour 2021, le syndicat du bassin versant de l'Ardon et de l'Ailette souhaite réaliser des travaux de renaturation sur l'Ardon et une petite partie de l'Ailette. Ce projet concerne environ 7 km de cours d'eau et 9 communes.



Déclaration d’intérêt général (DIG)

L’Ardon et l’Ailette sont des cours d’eau non-domaniaux, c’est-à-dire que le lit et les berges appartiennent aux propriétaires riverains jusqu’au milieu (article L.215-2 du Code de l’Environnement).

Le syndicat du bassin versant de l’Ardon et de l’Ailette intervient sur son territoire selon les dispositions prévues à l’article L211-7 du code de l’environnement stipulant qu’une collectivité peut entreprendre des travaux à caractère d’intérêt général ou d’urgence sur les cours d’eau. Ainsi, le syndicat peut se substituer aux propriétaires riverains dans le cadre d’une Déclaration d’Intérêt Général (DIG).

La Déclaration d’Intérêt Général est une procédure instituée par la loi sur l’eau de 1992 qui permet à un maître d’ouvrage d’entreprendre l’étude, l’exécution et l’exploitation de tous travaux, ouvrages et installations présentant un caractère d’intérêt général ou d’urgence, visant l’aménagement et la gestion de l’eau (art. L.211-7 du code de l’environnement).

La DIG permet notamment :

- d’accéder aux propriétés privées riveraines des cours d’eau.
- de justifier l’utilisation de fonds publics sur des terrains privés.

Dans le cadre de ce projet, la DIG a une durée de validité de 15 ans.

Justification de l’intérêt général

La justification de l’intérêt général des opérations à mener est un élément indispensable dans toute rédaction de DIG.

L’étude globale du bassin versant de l’Ailette réalisée par le bureau d’études Sciences Environnement, en octobre 2010, démontre que l’état biologique des cours d’eau de l’Ardon et de l’Ailette est médiocre à mauvais et que l’état chimique est mauvais.

L’état piscicole est jugé très mauvais sur une grande partie du linéaire de l’Ardon.

Les travaux de renaturation prévus sur les cours d’eau de l’Ardon et de l’Ailette vont permettre d’atténuer le poids du recalibrage sur la qualité du cours d’eau de façon à ce que l’on retrouve un cours d’eau « naturel ».

Description des opérations

Chaque aménagement prévu dans ce projet fait l’objet d’une justification dans le tableau ci-dessous.

Aménagements	JUSTIFICATIONS
Reméandrage par déblais/remblais	Permet de diversifier les écoulements et les habitats et de limiter le phénomène d’eutrophisation.
Remise en fond de vallée	Permet de restaurer le gabarit du cours d’eau et la dynamique sédimentaire, de diversifier les écoulements et les habitats, de restaurer le tracé en plan, de créer des caches pour la faune aquatique et d’améliorer la capacité autoépuration du cours d’eau.

Création de frayère à brochets	Permet d’augmenter les populations piscicoles en créant des zones de reproduction.
Plantations	Permet de restaurer un cordon rivulaire de végétation, d’apporter de l’ombrage, de maintenir les berges et d’épurer les eaux par fixation des nitrates et phosphates.
Ensemencement	Permet de maintenir les berges et d’épurer les eaux par fixation des nitrates et des phosphates.
Déboisement	Le déboisement correspond à l’abattage des arbres et la gestion de la végétation. Cette étape est nécessaire pour la réalisation des travaux de renaturation de l’Ardon.
Amélioration de la franchissabilité piscicole	Permet aux espèces piscicoles de circuler librement et d’atteindre les zones de reproduction plus en amont.
Mise en place d’une clôture	Permet de limiter l’accès du bétail aux cours d’eau et de restaurer le cordon rivulaire de végétation.
Abattage de peupliers	Les peupliers ne sont pas des espèces adaptées au bord de rivières, car ils possèdent un port élevé, un faible système racinaire, des feuilles toxiques pour la faune piscicole et produisent énormément de bois mort.
Apport de terre végétale	Permet d’étanchéifier les épis déjà existants.
Mise en place d’épis déflecteurs	Permet de diversifier les écoulements et de créer des habitats et des caches pour la faune aquatique.
Mise en place de passerelles	Permet aux usagers de traverser le cours d’eau.
Recharge granulométrique	Permet la reconquête d’un matelas alluvial de bonne qualité dans le fond du lit.

Reméandrage par déblais/remblais : La création de banquettes alternées par déblais-remblais est une technique intéressante dans un contexte de lit rectiligne, comme sur l’Ardon. L’objectif poursuivi est de diversifier les écoulements et les habitats et de désenvaser le fond de la rivière en augmentant la vitesse d’écoulement en période de basses eaux (période d’étiage).

Création de frayères à brochets : L’un des problèmes affectant le majeur parti des cours d’eau, dont l’Ardon, est le manque de frayère qui tend à faire diminuer les populations piscicoles. Le brochet utilise les prairies inondées du lit majeur de la rivière, où les végétaux lui servent de support de ponte. La reproduction du brochet est complète si le support de ponte reste immergé dans l’eau pendant une durée de 8 à 12 semaines.

Remise en fond de vallée du lit : L’opération consiste à recréer un nouveau bras sinueux, se rapprochant le plus possible des caractéristiques d’un cours d’eau naturel. L’ancien tracé de l’Ardon servira de base pour la mise en place d’un tel aménagement. Un déboisement préalable de l’ensemble des surfaces concernées par le nouveau bras devra être réalisé.

Recharge granulométrique : Une recharge granulométrique sera apportée ponctuellement sur l’ensemble du linéaire des travaux afin de combler le manque de substrat graveleux au fond du lit et de diversifier les habitats. Les matériaux utilisés seront de type alluvionnaire afin de s’adapter au mieux au milieu.

Pose de clôtures : Seule la parcelle OB92 de la commune de Vaucelles-et-Beffecourt est concernée par la pose d’une clôture en rive droite de l’Ardon, sur un linéaire de 1000 m. La clôture sera posée en sommet de berge avec un retrait de ± 1 m, en fonction des caractéristiques de la pâtures.

Restauration de la ripisylve : En l’absence de végétation sur les berges, l’érosion est favorisée, le courant accéléré, la température de l’eau augmentée et le phénomène d’eutrophisation favorisé.

Amélioration de la franchissabilité piscicole : La continuité piscicole sur le périmètre du syndicat de l’Ardon et de l’Ailette est globalement bien respectée sur une grande partie du réseau hydrographique. Cependant, quelques obstacles restent encore problématiques.

Mise en place de souches et d’épis déflecteurs : L’Ardon présente un intérêt piscicole non négligeable, cependant celui-ci présente un manque d’abris et de caches pour la faune aquatique, ce qui ne permet pas de réunir les conditions favorables au bon déroulement de la reproduction.

Abattage de peupliers en bordure de cours d’eau : L’enracinement des peupliers est très superficiel. C’est pourquoi, le peuplier ne participe pas au maintien des berges. De plus, la présence de peupliers en berge participe également à l’appauvrissement de la diversité des boisements.



Photos de peupliers alignés et déracinés sur les berges de l’Ardon

Les opérations prévues dans le cadre de ce projet reprennent les objectifs et enjeux fixés par la Loi sur l’Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) et le Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

Incidences sur l’environnement

Une étude d’incidence de ces actions a été menée en amont. Elle permet de justifier les impacts du projet sur le biotope (milieu naturel) et la biocénose (faune/flore). Des préconisations spécifiques et des moyens de prévention sont mis en place pour éviter toute détérioration ou modification nuisible pour le paysage. Pour rappel, les travaux qui seront entrepris, ont vocation à améliorer l’état écologique de l’Ardon et de l’Ailette.

Coût et réalisation de l'opération

L'opération est répartie sur une durée de 15 ans de la façon suivante : 12 tranches de travaux de renaturation, 2 années de suivi avec analyses physico-chimiques et 1 année consacrée au renouvellement de la procédure réglementaire.

Le coût global des travaux est estimé à **1 400 000 € HT**. Il comprend des travaux et des suivis écologiques qui permettront de justifier le bénéfice des travaux et l'amélioration de la qualité des eaux. Ces interventions seront réalisées majoritairement par des entreprises mandatées à la suite d'une procédure d'appel d'offre.

Le tableau ci-dessous présente la synthèse financière du projet, en définissant les coûts HT par typologie d'actions.

	Typologie d'actions	Coût HT
RESTAURATION	Reméandrage par déblais/remblais	857 000,00 €
	Remise en fond de vallée	180 000,00 €
	Création de frayères à broquets	60 000,00 €
	Restauration de la ripisylve (plantations)	32 400,00 €
	Ensemencement	16 000,00 €
	Déboisement	9 000,00 €
	Amélioration de la franchissabilité piscicole	3 000,00 €
	Mise en place de clôtures	10 000,00 €
	Abattage de peupliers	43 500,00 €
	Apport de terre végétale	25 000,00 €
	Mise en place d'épis déflecteurs	80 000,00 €
	Pose de passerelles	25 000,00 €
	Recharge granulométrique (plus-values)	54 000,00 €
TOTAL HT		1 394 900,00 €

Plan de financement

La mise en place d'une Déclaration d'Intérêt Général (DIG) permet d'obtenir des fonds publics (subventions) dans le but de réaliser des actions sur des propriétés privées.

Les travaux de renaturation de l'Ardon sont financés à hauteur de :

Partenaires financiers	Taux de participation
Agence de l'eau Seine-Normandie (AESN)	80%
Syndicat du bassin versant de l'Ardon et de l'Ailette	20% (part non subventionnée)

Calendrier prévisionnel

Les travaux pourront être réalisés à partir de juin 2019, sous réserve des conditions hydrologiques et de l'obtention de l'arrêté d'autorisation de travaux.

Les travaux sont répartis sur 12 ans.

Le tableau ci-dessous détaille les tronçons de travaux concernés par année d'intervention.

Années d'intervention	Tronçons concernés
2019	AIL9 et ARD12 du Pont d'Elle jusqu'aux aménagements déjà réalisés
2020	ARD11 de la départementale D653 jusqu'au chemin GR12A
2021	ARD10 du chemin GR12A jusqu'à la partie aval de l'étang
2022	ARD10 de la partie aval de l'étang jusqu'à l'ancienne sablière
2023	ARD10 de l'ancienne sablière au ru de la Capignolle
2024	ARD9 du ru de la Capignolle jusqu'à la départementale D65
2025	ARD9 de la départementale D65 jusqu'au ru de la Boise
2026	ARD8 du ru de la Boise jusqu'au Fond du Thy

2027	ARD8 du Fond du Thy jusqu’à la Nationale N2
2028	ARD7 de la Nationale N2 jusque le Grand Marais
2029	ARD7 du Grand Marais jusqu’au Marais de Leuilly
2030	ARD6 et ARD7 du Marais de Leuilly jusqu’au Faubourg de Leuilly
2031 et 2032	Analyses physico-chimiques
2033	Renouvellement de la procédure réglementaire



La maîtrise d’ouvrage de ces travaux sera réalisée par le Syndicat du bassin versant de l’Ardon et de l’Ailette.



L’assistance à maîtrise d’ouvrage de ce projet sera exécutée par l’Union des syndicats d’aménagement et de gestion des milieux aquatiques (USAGMA).